



HAL
open science

**Compte-rendu: Subterranean struggles. New dynamics
of mining, oil and gas in Latin America
(Bebbington&Bury, 2013) dans NSS, vol. 29,
supplément (2021)**

Sébastien Chailleux

► **To cite this version:**

Sébastien Chailleux. Compte-rendu: Subterranean struggles. New dynamics of mining, oil and gas in Latin America (Bebbington&Bury, 2013) dans NSS, vol. 29, supplément (2021). 2021. hal-03376008

HAL Id: hal-03376008

<https://hal.science/hal-03376008>

Submitted on 13 Oct 2021

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

Subterranean struggles. New dynamics of mining, oil and gas in Latin America

Anthony Bebbington, Jeffrey Bury (Eds)

University of Texas Press, 2013, 343 p.

L'ouvrage collectif d'écologie politique dirigé par Anthony Bebbington (Clark University) et Jeffrey Bury (University of California, Santa Cruz), deux géographes spécialistes de l'Amérique latine représente une somme d'études sur les nouvelles géographies extractives dans les régions andines. Le programme de recherche qu'ils proposent est celui de la réintroduction du sous-sol dans l'analyse des transformations régionales et globales que sont l'expansion de l'extraction, le consensus sur les « *commodities* » ou encore l'impact des mobilisations sociales sur les formes de l'exploitation de la Nature, notamment à travers le néo-extractivisme redistributif. À travers l'étude de ces « *subterranean struggles* », c'est non seulement le rôle capital des ressources du sous-sol dans les économies modernes, mais aussi le coût socioenvironnemental caché de la modernité exporté dans des régions périphériques que les auteurs veulent souligner.

Le chapitre introductif est le plus intéressant dans la mesure où il fixe les bases d'une géologie politique reposant sur les apports de l'écologie politique en matière de construction sociale de l'environnement tout en adaptant le cadre d'analyse aux particularités des exploitations du sous-sol, mines et hydrocarbures. Les études de cas, quoique redondantes, fournissent des contributions empiriques intéressantes, notamment dans les trois derniers chapitres qui présentent des comparaisons régionales. C'est surtout le chapitre 10 écrit collectivement qui donne les enseignements issus de la comparaison des cas péruviens, équatoriens et boliviens. La question qui guide l'analyse est celle de l'influence des mobilisations sociales sur l'économie politique de l'extraction, c'est-à-dire sur la structuration par la politique (le personnel politique comme les politiques publiques) des industries du sous-sol. Cette influence des mouvements sociaux est visible dans la création d'instruments de politique publique favorables à la protection environnementale et identitaire des populations mais aussi dans la transformation des discours et des pratiques des compagnies transnationales d'extraction. Cependant, les changements obtenus sont encore loin de satisfaire les collectifs mobilisés qui réclament de nouvelles règles du jeu et pas seulement des ajustements marginaux. L'ampleur des projets en cours et à venir démontre bien, en contrepoint, l'alliance entre les compagnies d'extraction et les différents gouvernements autour du consensus extractiviste.

Le sous-sol et ses ressources ont été jusqu'à récemment assez peu analysés par l'écologie politique alors que l'économie politique de l'environnement en pointe la centralité dans le

déploiement de la « modernité ». Les révolutions industrielles ont toutes été fondées sur l'exploitation des ressources du sous-sol et au premier chef sur les énergies fossiles qui ont autorisé l'extraction de plus en plus large des autres ressources minérales. Critiquant les discours dominants sur la dématérialisation de l'économie et la fin des pénuries qui ont suivi la chute de l'URSS, Bebbington et Bury remettent au centre de l'analyse ce monde souterrain qui fournit l'essentiel des ressources nécessaires aux sociétés modernes et dont les conflits sont rarement visibles. La dépendance du développement capitaliste envers l'exploitation du sous-sol appelle les auteurs à préciser que les géographies de l'extraction sont historiquement particulièrement inégalitaires et dépendantes de relations de domination entre centre et périphérie. Les contributions ne manquent pas de rappeler à quel point les territoires d'extraction s'inscrivent dans l'histoire de la colonisation, faisant ainsi écho à la théorie de la dépendance de Galeano (auteur uruguayen des *Veines ouvertes de l'Amérique latine*¹, ouvrage qui accuse les puissances étrangères d'exploiter les pays latino-américains). Cette division internationale du travail conduit à des formes particulières d'économies dépendantes des ressources naturelles, mais aussi à des identités et à des régimes politiques spécifiques. Ce sont ces territoires marqués par l'extraction qui sont les terrains d'étude présentés dans l'ouvrage collectif.

L'Amérique latine, tout comme d'autres régions du monde, a été et continue d'être une périphérie particulièrement productive qui accumule les conséquences sociales, politiques et environnementales produites par l'extraction des ressources naturelles. Mais en s'intéressant spécialement à cette région, Bebbington et Bury soulignent dans le chapitre 2, « Les nouvelles géographies des industries extractives en Amérique latine », que non seulement les territoires traditionnels de l'extraction sont concernés mais que la frontière de l'extraction avance dans de nouveaux territoires. L'exploration puis l'exploitation du sous-sol sud-américain ne se sont jamais aussi bien portées, avec une croissance fulgurante des investissements depuis les années 1990 tant dans le minier que dans les hydrocarbures. Après avoir dressé l'histoire régionale de l'extraction, ils mettent en avant que c'est toute l'économie andine qui est en mutation vers une intégration des systèmes d'extraction à travers un réseau de routes, pipelines et voies ferrées. C'est alors que la nécessaire combinaison entre projets miniers et d'hydrocarbures prend toute son importance puisque les mégaprojets miniers nécessitent une source locale et bon marché d'énergie, ce qu'illustre le chapitre 8 de Derrick Hindery sur la synergie entre une mine d'or et un gazoduc en Bolivie. Au-delà des alliances locales, ces

¹ Galeano E., 1986. *Les veines ouvertes de l'Amérique latine : une contre-histoire*, Paris, Plon.

mégaprojets reposent sur un écosystème de transport et de commercialisation incluant notamment l'infrastructure légale, refondue selon le modèle néolibéral dans les années 1990. Le « *commodities super-cycle* » des années 2000 a ensuite dopé le régime d'extraction dans la plupart des pays d'Amérique du Sud à travers l'explosion des investissements directs à l'étranger. L'élection de nombreux gouvernements de la gauche progressiste n'a pas su ralentir cette expansion et n'est parvenue qu'à limiter la malédiction des ressources en assurant une meilleure redistribution des richesses dans un consensus sur les « *commodities* » décrit comme un néo-extractivisme. Malgré une présence accrue des compagnies transnationales comme opérateurs, la propriété publique des ressources du sous-sol fait de l'État une partie prenante des politiques et des projets extractifs, puisque, dans l'ensemble des cas présentés, loin de garantir la préservation des éco et sociosystèmes concernés, le pouvoir étatique contraint les populations locales et favorise les grands projets au détriment de l'artisanat minier. L'État est ainsi présenté comme le principal promoteur du sous-sol, aussi bien dans une version libérale que dans une version nationaliste de l'exploitation des ressources.

La discussion sur la manière dont l'extraction construit les identités des populations locales et nationales est l'aspect le plus stimulant de l'ouvrage. À travers l'exemple de l'expansion de la frontière de l'exploitation d'hydrocarbures au Pérou, Anthony Bebbington et Martin Scurrah (chapitre 7), mais aussi Julio Postigo, Mariana Montoya et Kenneth Young (chapitre 9), mettent en lumière les dynamiques propres à un capitalisme frontière qui accapare les ressources hors de la vue et du contrôle de l'État. Mais les auteurs soulignent ensuite que les abus sociaux et environnementaux génèrent une réaction, des conflits, des organisations, des stratégies et des alliances permettant aux populations de résister et de négocier pour contenir la frontière extractive. À l'inverse, l'extraction génère aussi un système immunitaire qui prend la forme d'un nationalisme des ressources comme l'illustre le cas des mineurs boliviens (chapitre 3). En questionnant la relation entre nation et nature, Tom Perreault met en lumière le lien unissant la citoyenneté bolivienne aux ressources nationales. À rebours des critiques libérales du nationalisme des ressources, Perreault montre que cette forme de protectionnisme est aussi à la base d'une « communauté imaginaire » qui se construit à partir de l'extraction des ressources nationales. Dans la Bolivie de Morales, le développement du gaz naturel participe de ce processus de création d'identité nationale à travers la production d'espaces politiques et sociaux issus d'une configuration de la gouvernance des ressources qui place l'État au centre des décisions. Financé par l'exploration des compagnies étrangères, le gaz naturel bolivien ne devient une ressource nationale qu'après la nationalisation de Morales en 2006 qui l'ancre dans l'imaginaire de la défense de l'identité andine contre l'exploitation étrangère historique. La

critique de l'extraction est alors retraduite en critique de l'accaparement étranger des ressources. En montrant comment les discours de préservation sont réinterprétés pour valoriser une exploitation « nationale » des ressources, les auteurs mettent en lumière un « gouvernement de la critique » très efficace qui favorise une gouvernance néo-extractiviste du sous-sol : les ressources souterraines sont un bien commun dont l'exploitation doit permettre le développement socioéconomique.

Les études de cas fournissent de nombreux exemples des alliances opportunistes ou stratégiques qui permettent l'expansion de l'extraction malgré les contestations et un discours politique marqué par la préservation des ressources. Mobilisant l'écologie politique, les auteurs analysent le processus d'« enclosure » des espaces d'extraction à travers l'accès aux ressources participant à la marchandisation des territoires (« *commodification* »). Le concept d'E.P. Thompson décrit les dynamiques légales d'appropriation des espaces et des ressources communes et leurs effets sur leur gouvernance. Les conflits autour de l'économie de l'extraction sont avant tout des conflits de gouvernance de l'espace. Jeffrey Bury et Timothy Norris démontrent comment deux frontières, celle de l'extraction et celle de la conservation, entrent en collision dans la Cordillera Huayhuash du Pérou. Chacune des coalitions défend ses ressources comme un bien commun de la nation et tente d'imposer son régime de gouvernance. Jennifer Moore et Teresa Velásquez (chapitre 5) font une démonstration similaire à propos des conflits d'usage de l'eau entre les compagnies aurifères et les producteurs laitiers et bananiers en Équateur. Les auteures déconstruisent alors un discours que l'on retrouve dans d'autres études de cas : l'argument défendu par l'État équatorien selon lequel les grands projets miniers des compagnies transnationales sont plus respectueux de l'environnement que l'artisanat minier traditionnel de petite taille. Cet argument de la « mine responsable » est devenu structurant dans les débats miniers au point de limiter les réformes législatives. À travers ces conflits, les auteures montrent que l'appropriation des ressources se déroule à plusieurs échelles à la fois et que leur gouvernance est régulièrement discutée et remise en cause dès lors qu'une activité engendre des conséquences négatives pour un territoire et ses populations.

Sur un plan plus théorique, l'ouvrage questionne les relations nature-société par l'intermédiaire des ressources du sous-sol et les manières dont elles interrogent la construction sociale des échelles géographiques. Les gisements souterrains, tout comme les pollutions atmosphériques dont ils sont responsables, ne connaissent pas les frontières politiques. Bebbington et Bury, à la suite de l'écologie politique, proposent de territorialiser l'analyse des processus globaux afin de percevoir les transformations et l'adaptation des territoires et de ses habitants. Ce processus est particulièrement visible dans le chapitre 6, rédigé par Ximena

Warnaars, qui définit la territorialisation comme un processus collectif continu d'occupation, d'identification et de contrôle sur une parcelle de terre. Prenant le cas du sud-est de l'Équateur, l'analyse montre que les conflits sur les mines ont transformé l'identité locale tout autant qu'ils se sont appuyés sur les valeurs et les coalitions existantes. L'auteure insiste sur la production de sens comme un élément central de ces conflits d'occupation des territoires. C'est à travers la construction d'une représentation collective du territoire, de ses ressources et de ses usages que les habitants réinterprètent les conflits territoriaux historiques (entre l'Équateur et le Pérou) mais aussi leurs relations quotidiennes au sein de leur communauté (entre pro et anti mines). Loin d'être uniquement compréhensible à l'aune des changements globaux, l'extraction est au cœur d'un entrelacs de significations et de relations sociales.

Confrontés à la question de l'engagement politique, les auteurs défendent un environnementalisme au service des victimes de l'extraction et inscrivent leurs recherches dans la prévention des inégalités de distribution des bénéfices et des coûts environnementaux des industries du sous-sol. L'engagement politique sous-jacent de l'ouvrage – cohérent avec l'écologie politique – reste néanmoins sa plus grande faiblesse puisque l'ensemble des contributions analysent les conflits d'extraction uniquement du point de vue des populations menacées, ce qui limite la prise en compte symétrique des récits, coalitions et adaptations des acteurs étatiques et industriels qui n'apparaissent que dans leur contact avec les opposants. L'intention louable de défense des dominés limite ainsi une contribution plus large à la compréhension du système extractiviste incluant les représentations et les stratégies des partisans aussi bien que des opposants à l'extraction.

Sébastien Chailleux

(Université de Pau et des Pays de l'Adour, UMR Passages, Pau, France)

s.chailleux@univ-pau.fr